le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 24 mars 2020 N° 464 PRIX : 0,60 Euro

En afrique comme ailleurs, c'est le capitalisme qui renforce la dangerosité du coronavirus

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial :
En Afrique comme ailleurs, c'est le capitalisme qui renforce la dangerosité du coronavirus
Page 3
Côte d'Ivoire : Face à l'épidémie, les populations pauvres sont sans moyens

- Gestion irresponsable du confinement …
Pages 4
Côte d'Ivoire : Coronavirus: les patrons font du cinéma
- CMU obligatoire : il y a de l'escroquerie dans l'air
Page 5-6-7-8
Sénégal : Quand Macky Sall annonce une «riposte » contre le coronavirus
- L'eau manque à Dakar, mais pas pour tout le monde

Mali : Fanfaronnade et démagogie face à la menace de l'épidémie
- Des imams s'opposent à la fermeture des mosquées

Éthiopie : À l'heure du coronavirus
Page 9
Coronavirus : Des théories complotistes …

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

EN AFRIQUE COMME AILLEURS,
C'EST LE CAPITALISME QUI RENFORCE
LA DANGEROSITÉ DU CORONAVIRUS

Le gouvernement ivoirien prétend avoir pris des mesures de « santé public » pour lutter contre le Coronavirus, en annonçant notamment la fermeture des écoles ainsi que du parlement fantoche à sa botte. Mais ces mesures ne peuvent nullement protéger les travailleurs et les populations pauvres.

Tout le monde peut constater que l'activité dans les entreprises, notamment les usines, continue comme si de rien n'était. Ainsi, par exemple, les postes de travail ne sont pas aménagés alors que les risques de contamination sont réels du fait de la promiscuité. Mais dans ce monde où le profit des capitalistes prime sur la santé des travailleurs et de la population, les exploiteurs peuvent continuer à nous voler et à mettre notre vie en danger avec la bénédiction et la protection de l'État qui est à leur service.

Il en va de même dans les transports en commun. Les usagers sont collés les uns aux autres, les bousculades sont quotidiennes. Que dire alors de la situation dans les quartiers populaires. Les familles des travailleurs vivent les uns sur les autres dans la promiscuité, partageant de petits logements, quelques fois sans eau courante, quand bien même il est préconisé de garder une certaine distance entre deux personnes, avec obligation de se laver régulièrement les mains au savon.

Autant dire que les mesures dérisoires prises par le gouvernement relèvent plus du cinéma et ne sont pas faites pour protéger la grande majorité de la population alors que le danger la guette.

Un gouvernement réellement préoccupé par le risque de contamination aurait pris les mesures élémentaires telles que : fermeture de toutes les entreprises non indispensables, avec obligation à l'employeur de payer l'intégralité des salaires des travailleurs, y compris leurs primes, qu'ils soit embauchés, contractuels ou journaliers, et cela pendant toute la durée de la fermeture ; distribution gratuite de savon et de gel hydro alcoolique dans les quartiers populaires et installation de fontaines et des toilettes publiques ; alimentation en eau courante de tous les quartiers et les cours communes, avec gratuité de l'eau durant toute la période tant que persistera le danger de contamination ; mettre fin à la promiscuité dans les habitations des quartiers populaires et dans les cours communes

en réquisitionnant toutes les écoles, hôtels, entreprises, cliniques, logements non habités ainsi que les bâtiments en cours de construction ; réorganisation du transport en commun en tenant compte des risques de contamination.

Évidemment, de telles mesures, les travailleurs ne peuvent pas les attendre d'un gouvernement à la solde des capitalistes et des riches. On ne pourra les y contraindre que par notre mobilisation collective.

Si la crise du Coronavirus s'aggrave, le gouvernement finira peut-être par imposer le confinement comme en Italie ou en France. Cela signifiera alors pour bien des pauvres, d'être piégés comme des rats dans leurs bidonvilles, dans la faim et la promiscuité, avec le risque majeur d'y laisser leur peau. Ces quartiers seront quadrillés par les forces armées, aidées peut-être même par les forces armées françaises en place, afin de protéger les quartiers riches.

Côte d'Ivoire

FACE À L'ÉPIDÉMIE, LES POPULATIONS PAUVRES SONT SANS MOYENS

Les premières infections du Covid-19 ont été déclarées en Chine fin décembre 2019. Vue la vitesse de propagation du virus, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a lancé une alerte générale. En Afrique, particulièrement en Côte d'Ivoire, les autorités ont déclaré haut et fort que le pays est prêt et dispose de moyens nécessaires pour y faire face. Depuis le 11 mars que le premier cas a été déclaré, des mesures de préventions telles que : se laver régulièrement les mains au savon, porter un cache-nez et le changer au bout 3 à 4 heures, etc. sont exigées.

Rien que ça, les populations à faible revenus ont du mal à suivre. Elles habitent généralement des quartiers où il est difficile de trouver de l'eau potable. Elles empruntent les transports en communs, gbaka, woroworo, bus, où elles sont très souvent entassées comme des sardines. Les cache-nez, les gels ont vu leur prix se multiplier. Un simple cache-nez qui coûtait 150f est passé à 500f, 1000f, voire plus ; d'ailleurs on n'en trouve même pas. Il en est de même pour les gels de mains.

Bien avant cette pandémie, les fins de mois étaient déjà compliquées pour ces familles et maintenant il faut inclure ces dépenses alors que les salaires ne connaissent pas de hausses. Alors respecter ses mesures de préventions devient difficile voire impossible pour ces familles.

Dans de telles conditions, dire que le pays est disposé à faire front au Covid-19, c'est mentir comme un arracheur de dents.

GESTION IRRESPONSABLE DU CONFINEMENT PAR LES AUTORITÉS SANITAIRES

Face à l'épidémie de coronavirus qui ne cesse de se propager, les autorités du pays ont décidé de mettre en isolement pour deux semaines, tous les voyageurs qui reviennent de pays touchés par cette épidémie. Mais force est de constater la gestion calamiteuse de ces mises en quarantaine. L'irresponsabilité de nos autorités risque d'occasionner une propagation rapide de cette maladie, alors que le système de santé est en piteux état.

D'abord c'est le site de l'INJS, construit pour les jeux de la francophonie qui a été choisi. Mais ce site n'a connu aucun aménagement pour accueillir les gens. Par exemple il n'y a ni médicament, ni nourriture et même pas de structure de santé ni même un médecin. Comment vouloir maintenir des gens deux semaines dans un endroit sans assurer le minimum ?

Parmi ceux qui devaient être mis en quarantaine, il y avait des riches, des membres de la famille de certaines personnalités du pays, des grands joueurs internationaux. Ceux-là ont usé de leurs relations en haut lieu pour échapper à la quarantaine ou pour en faire échapper leurs familles. Le cas du chanteur A'Salfo du groupe Magic système ou encore d'Adama Bictogo qui ont usé de leurs relations pour extraire leur famille de la quarantaine ont fait scandale et ont beaucoup fait jaser sur les réseaux sociaux. Actuellement, on apprend que l'une des personnes libérées dans ces conditions a été testée positive et se trouverait à Jacqueville. Combien de proches ont été ainsi contaminés ?

L'attitude irresponsable du gouvernement dans la gestion de cette épidémie met en grave danger toute la population. Surtout que ces gens sont bien placés pour savoir le piteux état dans lequel se trouvent les hôpitaux qui ne pourront en aucun cas faire face en cas de propagation rapide de la maladie.

Côte d'Ivoire

CORONAVIRUS : LES PATRONS FONT DU CINÉMA

Malgré le Coronavirus, les patrons dans la zone industrielle de Yopougon font semblant de respecter l'hygiène. À voir comment ces patrons se comportent, on se rend bien compte que ces messieurs ne cherchent en aucun cas à protéger les travailleurs qu'ils exploitent.

C'est ainsi que dans une entreprise comme Sivop, qui pourtant fabrique du gel hydro-alcoolique, n'en donne qu'aux travailleurs dits embauchés. Pareil pour les cache-nez. Les journaliers qui sont pourtant les plus nombreux, n'y ont pas droit, tout comme ils n'ont pas droit à la tenue de travail, chaussures de sécurité, etc.

À Darling par exemple, le patron a distribué des cache-nez dont la qualité est plus que douteuse. Après quelques heures de travail il est déjà abimé alors qu'on est sensé l'utiliser une semaine.

Il faudrait aménager les postes de travail de sorte qu'il y ait au moins un mètre entre chacun d'entre nous ; aménager aussi les vestiaires et revoir le transport. C'est dire que leurs prétendues mesures de protection ne sont que des balivernes.

CMU OBLIGATOIRE DANS LES ENTREPRISES : IL Y A DE L'ESCROQUERIE DANS L'AIR

Faute de trouver des souscripteurs volontaires pour sa soi-disant Couverture Médicale Universelle, l'État fait obligation aux travailleurs déjà inscrits à une assurance maladie de souscrire à la CMU. Faute de quoi, leur assurance leur sera retirée.

Résultat, les travailleurs concernés doivent payer les cotisations habituelles à leur assurance privée et en plus payer d'autres cotisations dans le cadre de la CMU. Ils cotisent donc deux fois. Pourtant, en cas de maladie, comme la CMU n'est pas fonctionnelle, ils ne sont pris en compte que par leur assurance privée.

Donc l'État se contente de prélever de l'argent sur le salaire déjà insuffisant des travailleurs, sans pour autant assurer la contrepartie qui est d'assurer des soins. C'est une escroquerie qui ne dit pas son nom.

Si le gouvernement se souciait vraiment de la santé des travailleurs, il devrait exiger que les patrons payent les cotisations de CMU pour les travailleurs et leurs familles

qu'ils soient embauchés ou journaliers. Mais attendre ça de ce gouvernement complètement à plat ventre devant le patronat, c'est comme attendre du lait d'un bouc.

Côte d'Ivoire

BARBARIE D'UN AUTRE TEMPS !

Le 12 mars dernier, pour cause des funérailles d'un notable, les cours scolaires ont été suspendus dans la ville de Sinématiali. Il a été demandé aux élèves et enseignants de rester à la maison par « respect des principes de la tradition ».

Le lendemain, un enseignant d'une petite école publique a été battu à coups de « chicotte » à son domicile, lors du passage d'un « masque » car il n'avait pas respecté les soi-disant consignes.

Selon les enseignants, ce ne serait pas la première fois qu'ils subissent ce genre de pratiques qui ne devraient plus exister de nos jours. D'ailleurs, on n'a pas beaucoup entendu les gens du pouvoir, notamment ceux de cette région, les Dona Fologo et autre Coulibaly Tiémoko, condamner cette barbarie d'un autre temps !

LA SÉCURITÉ, ON LA VEUT DANS NOS QUARTIERS, PAS DANS VOS DISCOURS !

Dans la dernière semaine du mois de février, Akeikoi, un quartier de la commune d'Abobo, a fait l'objet d'attaques de « microbes ».

Un matin, à la grande surprise de la population, des jeunes armés d'armes blanches (machettes, couteaux, etc.) ont débarqué à Akeïkoi dans le secteur appelé "André- Bar". Ils sont entrés dans les cours pour agresser et voler. Au bout d'un certain temps, ils sont repartis sans que les forces dites de l'ordre et de sécurité n'interviennent.

Le lendemain et de la même manière, c'est le secteur voisin «Bandji » qui a fait les frais de leur attaque. Le troisième jour, c'était le secteur de "Christine-Bar" qui était pris pour cible. Mais ce jour-là, les jeunes du secteur s'étaient organisés ; munis de pilons, de barres de fer, d'outils de cuisines et tout ce qu'ils ont pu prendre pour se défendre, ils les attendaient. Surpris par l'accueil, ces jeunes hors la loi furent obligés de rebrousser chemin. Depuis lors, ils ne sont pas revenus.

L'inaction des forces armées a une fois de plus montré le fossé entre les dires des dirigeants et ce qui se passe réellement dans nos quartiers.

Sénégal

QUAND MACKY SALL ANNONCE UNE « RIPOSTE » CONTRE LE CORONAVIRUS

L'OMS (Organisation Mondiale de Santé) annonce déjà qu'une tragédie se prépare sur le continent africain à cause du fait que les États africains sont totalement démunis pour faire face à la pandémie de coronavirus. « Il faut s'attendre au pire », a déclaré un responsable de cette institution

Actuellement, le Sénégal est le pays le plus touché par le Covid 19 en Afrique au

sud du Sahara. Jusqu'à la date du 23 mars, il n'y a eu officiellement aucun mort à déplorer dans ce pays, mais le gouvernement a recensé « *71 malades sous traitement dans les 4 arrondissements de Dakar, ainsi qu'à Mbao, Yeumbeul, Guédiawaye, Rufisque, Touba, Mbour, Thiès, Popenguine, Saint-Louis et Ziguinchor* ».

Personnel de l'aéroport mobilisé contre le virus

Que vaut ce genre de statistique dans un pays où le pouvoir peut raconter ce qu'il veut ? Comment vérifier la véracité de ce propos alors que les moyens de dépistage sont dérisoires ? Les remarques d'un professeur en infectiologie exerçant à Dakar sont plus éclairantes que les discours officiels. «Le coronavirus, dit-il, on ne le trouve que si on le cherche ». En d'autres termes, le nombre de malades affiché par le gouvernement serait en dessous de la réalité.

Le 23 mars, le président sénégalais Macky Sall a décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire. « *L'heure est grave. La vitesse de progression de la maladie nous impose de relever le niveau de la riposte*» a-t-il dit. Mais quelle riposte ? L'interdiction de se trouver dehors entre 20 heures et 6 heures du matin ? Certes, les écoles resteront fermées mais toutes les autres activités restent inchangées. Les marchés sont bondés comme d'habitude, surtout durant la matinée ; les bus et les cars de transports de voyageurs sont aussi chargés qu'avant. Certes, le transport de voyageurs entre Dakar et le reste du pays a été interdit mais ce n'est pas cela qui empêchera le virus de se propager à l'intérieur de Dakar et des autres grandes villes où les habitants vaquent à leurs occupations quotidiennes comme si de rien n'était.

Les rassemblements sont interdits depuis le 14 mars mais à Touba, haut lieu du mouridisme, les grands marabouts qui détiennent les clés de cette ville, font littéralement ce qu'ils veulent en continuant les grandes prières collectives rassemblant parfois des milliers de personnes. Et pourtant cette ville est l'épicentre de l'épidémie au Sénégal ; c'est là que les tout premiers cas de Covid 19 ont été détectés.

Macky Sall, tout président qu'il est, n'a pas eu le courage de leur imposer la décision qu'il a prise pour l'ensemble du pays. Alors, il a envoyé sur place un de ses proches collaborateurs. Celui-ci était chargé de « *délivrer le message du chef de l'État au khalife général des mourides* » Mais quelle fut la surprise de nombreux sénégalais quand ils ont découvert par les médias que ce monsieur s'est aplati devant les dignitaires religieux de Touba en participant lui-même à la grande prière du vendredi, c'est-à-dire en contrevenant à l'interdiction décrétée par le gouvernement auquel il appartient.

De nombreux sénégalais ont été choqués, à juste raison, par le fait que l'État sénégalais ne puisse pas imposer une décision aussi importante aux dirigeants de Touba. Notons cependant qu'à Dakar les mosquées et les églises ont fermé leurs portes et qu'un marabout récalcitrant a été mis aux arrêts.

La prétendue « *riposte pour endiguer l'épidémie* » claironnée par Macky Sall n'est rien d'autre qu'une fanfaronnade. Malheureusement, ce sont les populations les plus pauvres qui vont faire les frais de l'impuissance de l'État face à la propagation du virus. Macky Sall a dit que le virus ne fait pas de distinction entre riches et pauvres, mais ceux qui ont les moyens de se soigner pourront toujours accéder aux soins pour tenter d'échapper à la mort, tandis que les plus démunis, c'est-à-dire la grande majorité des habitants, mis à part quelques « chanceux », ne pourront pas se faire soigner. C'est une différence de classe sociale.

Sénégal

L'EAU MANQUE À DAKAR, MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE

Des habitants faisant la queue derrière un camion citerne livrant de l'eau

Dans certains quartiers populaires de Dakar, dont Grand-Yoff et Niary Tally, les habitants subissent constamment des coupures d'eau. Il faut attendre jusqu'à très tard dans la nuit, vers 2 heures ou 4 heures du matin pour avoir un peu d'eau au robinet. Les habitants se plaignent depuis longtemps auprès des autorités mais rien ne change, sauf quand la colère explose. L'eau coule alors à peu près normalement pendant quelques jours et puis lorsque la colère retombe, les coupures reviennent. Du coup on assiste à des attroupements devant les rares points d'eau où les gens peuvent se ravitailler. Cela ne peut qu'augmenter les risques de contagion du coronavirus.

Pendant ce temps, dans les quartiers résidentiels huppés, tout fonctionne normalement. Les résidents trouvent même de l'eau pour arroser leur jardin et remplir leur piscine.

Mali

FANFARONNADE ET DÉMAGOGIE FACE À LA MENACE DE L'ÉPIDÉMIE

Jusqu'à la date du 23 mars, les autorités maliennes n'ont détecté aucun cas de la maladie de coronavirus sur le sol malien. « *Le Mali résiste* », a déclaré le ministre de la Santé. De son côté, le Premier ministre annonce : « *Nous sommes en train de nous préparer au pire […] Aujourd'hui, à nos défis désormais classiques s'ajoute celui de réussir la guerre contre le coronavirus* ». Quand au président IBK, dans un discours solennel, il a exhorté les maliens à « *redoubler de vigilance* » après avoir rassuré que l'État malien fait tout pour protéger la population.

Mais la réalité est toute autre. Au palais de Koulouba, là ou réside le président, lui et sa famille peuvent peut-être se sentir en sécurité, mais la grande majorité de la population doit s'attendre au pire. Comment pourrait-il en être autrement quand on sait que même les moyens sanitaires les plus élémentaires font défaut.

Selon un « document interne » qui a fuité dans les médias, le Mali ne disposerait que de 600 litres de gel hydro alcoolique alors que le besoin est estimé à 500 000 litres. Il n'y aurait que 59 thermo flash pour prendre la température, alors qu'il en faudrait 20 000. Quant aux kits permettant de tester si un malade est contaminé ou pas, il n'y en aurait que 2 000. Et puis, comment savoir si quelqu'un est contaminé dans un aussi vaste territoire quand on sait que depuis de nombreuses années l'administration de l'État est totalement absente dans des régions entières du fait de la guerre qui y sévit ?

Alors, à défaut de pouvoir vraiment faire face à la catastrophe qui s'annonce, le pouvoir commence déjà à préparer les es-

prits pour désigner des boucs émissaires en montrant du doigt « *les étrangers* » comme des responsables de la propagation du virus dans le pays. C'est ainsi que le ministre de la Santé a déploré que les frontières du pays soient une « passoire » en désignant surtout la frontière avec le Burkina Faso. « *Aujourd'hui, dit-il, on a plus de 1 500 personnes qui passent entre le Burkina Faso et le Mali. On a vu des étrangers, dont des Chinois, des Européens qui venaient du Burkina Faso…*».

Si l'épidémie se propage demain au Mali, ce ne sera certainement pas la faute des « *étrangers* » mais de l'impuissance de l'État malien à y faire face.

MALI : DES IMAMS S'OPPOSENT À LA FERMETURE DES MOSQUÉES

Le 17 mars, le président malien a ordonné la fermeture des écoles et des bars pendant trois semaines et interdit tout rassemblement de plus de 5000 personnes. Mais les imams regroupés au sein du Haut Conseil Islamique ont déjà déclaré qu'ils n'accepteraient pas la fermeture des mosquées « *tant que la maladie n'aura pas été détectée au Mali* ». Du coup, le gouvernement a du faire un rétropédalage en disant qu'avant de décider quoi que ce soit en ce qui concerne les rassemblements de prières, il allait d'abord consulter les responsables religieux.

Ce sont les imams qui décident. Le président s'incline car il a besoin de leurs soutiens, surtout en cette période où il est particulièrement impopulaire à cause des scandales de détournements de biens publics dans lesquels sont impliqués de hauts dignitaires de l'État, à commencer par le clan du président.

MALI : ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MAINTENUES OU PAS ?

Le premier tour des élections législatives initialement prévu pour le 29 mars 2020 se tiendra-t-il alors que le gouvernement vient d'interdire les attroupements ? À cette question, le Premier ministre a répondu le 19 mars dernier : « Q*u'il y ait ou qu'il n'y ait pas de cas de coronavirus* » les élections se tiendront à la date prévue. Il s'agit selon lui d'une « *question de survie de la nation et de continuité de l'État* ».

Si le pouvoir se préoccupait vraiment de la « *survie* » de la population on l'aurait su depuis longtemps ! L'activité principale des ministres, des hauts dignitaires de l'appareil d'État et des députés proches du pouvoir, consiste avant tout à mettre la main sur les caisses de l'État pour leur enrichissement personnel. Que les élections législatives se tiennent ou pas, la « *continuité* » de la gabegie est assurée !

Éthiopie

À L'HEURE DU CORONAVIRUS

Comme la plupart des pays du monde, l'Éthiopie est sujette à la prolifération du virus Corona. À ce jour il y aurait six personnes contaminées : trois Japonais, un diplomate britannique et deux Éthiopiens. Du coup comme la télé et la radio signalent que ce virus se propage à partir de la Chine et de l'Europe, certains jeunes commencent à attaquer les Européens qui circulent dans les rues du centre-ville. Ils leur crachent dessus et leur lancent des pierres. Ces personnes

incriminées ne peuvent plus prendre les transports en commun. Les autorités sont tout de suite intervenues en envoyant l'armée et la police. Elles ont essayé de calmer les gens en leur expliquant que le Coronavirus s'est propagé sur toute la planète et que l'Éthiopie n'en est pas exempte.

Des consignes d'hygiène ont été diffusées pour demander à la population de se protéger et de rester confinée chez soi. Pour ce qui concerne l'hygiène, la population pauvre n'a pas d'eau courante, encore moins de masque ni de gel hydro alcoolique. Au marché de la ville c'est la promiscuité totale. Les petits commerçants y vont tous les jours car c'est leur gagne-pain quotidien.

International

CORONAVIRUS : DES THÉORIES COMPLOTISTES À CELLES QUI PARLENT DE FIN DE MONDE, IL N'Y A RIEN DE NOUVEAU !

Depuis que la maladie du Coronavirus (ou Covid-19) sévit, les réseaux sociaux ainsi que les rumeurs véhiculent toutes sortes d'informations plus ou moins fantaisistes. Pour certains, ce virus aurait été créé pour exterminer la population de la Chine dans la rivalité économique qui l'oppose aux États-Unis. Pour d'autres, il a été créé pour rendre les habitants de Hong-Kong dociles et obéissants à Pékin. D'autres encore prétendent qu'il s'agit d'un complot visant à contaminer à grande échelle les populations africaines. On parle d'hélicoptères qui viennent déverser le virus en Afrique ou de soi-disant vaccins qui, au lieu de protéger contre la maladie, contamineraient plutôt les populations.

À côté de ces théories complotistes, il y a les religieux de tout poil qui, eux, brandissent la colère divine. À la faveur de l'épidémie, des messages circulent comme quoi ce serait une punition de Dieu contre tout ce qui se passe sur cette terre. Des chaînes de prières sont préconisées dans le monde, des processions ont même été organisées à Rome. Rappelons que le nombre de décès en Italie, là où réside le pape, a déjà atteint le nombre de 5000 à ce jour du 22 mars et qu'il est en constante progression. Si on devait compter sur les incantations et les prières pour arriver au bout de cette épidémie ou en serait-t-on ?

Les religieux ont toujours utilisé les épidémies ou pandémies de toutes sortes pour effrayer les populations. Au 14ème siècle, une épidémie de peste décimait le tiers de la population de l'Europe. Entre 1918 et 1919, « la grippe espagnole » a fait entre 50 et 100 millions de morts dans un contexte de guerre mondiale qui avait déjà fait des millions de morts. Au Liberia, en Sierra Leone et Guinée, l'épidémie d'Ébola a fait plus de 11 000 morts. Et chaque fois, on nous annonçait la fin du monde, etc.

Toutes ces théories ne sont ni les premières ni les dernières lorsque surviennent de grandes catastrophes. Mais les faits sont là pour démontrer que ces épidémies ont tué parce que lors des siècles passés, l'humanité n'avait pas les connaissances scientifiques pour y faire face. Mais depuis un certain temps, l'humanité sait comment combattre les virus. Même s'il n'y a pas de médicaments immédiatement disponibles, il y a toutes les mesures à prendre pour éviter une catastrophe. Ce qui fait défaut, ce n'est pas la capacité de la science à faire face à la difficulté mais l'organisation économique et politique dans une société dominée par le système capitaliste.

Dans un contexte de crise capitaliste, les systèmes de santé, y compris dans les pays riches, sont victimes de restrictions budgétaires alors que les États ne cessent d'injecter des milliards et des milliards dans les caisses des actionnaires des grandes entreprises capitalistes. Comment s'étonner

alors que les hôpitaux publics soient complètement débordés lorsque survient une épidémie.

Dans les pays pauvres, la situation sanitaire est encore plus catastrophique car même en temps ordinaire les hôpitaux publics sont incapables de soigner la population qui n'a pas les moyens d'accéder aux cliniques privées autres que les « cliniques-boutiques » qui fleurissent dans les quartiers pauvres.

La Chine a construit un hôpital en quelques jours pour la prise en charge des malades, et aujourd'hui, bien qu'il soit le pays le plus peuplé du monde, il a réussi à juguler cette épidémie ; les villes ont été désinfectées. C'est pour dire que les moyens de lutte existent pour peu que les investissements soient faits et que l'État y mette les moyens adéquats.

Si dans un pays comme l'Italie (dont la population est 22 fois moins nombreuse que celle de la Chine) il y a déjà autant de morts alors qu'on n'est qu'au début de l'épidémie, Il ne faut pas être sorcier pour deviner qu'en Afrique, ce sera franchement une hécatombe si une telle épidémie se développe. Le système de santé public y est infiniment dérisoire par rapport à ce qui serait nécessaire. Il n'y a pas besoin d'invoquer une punition divine pour comprendre qu'il s'agit d'une catastrophe qu'on peut prévoir et éviter.

Les idées obscurantistes ont toujours prospéré là où l'ignorance et la peur existent. La bourgeoisie mondiale et ses valets qui dirigent nos pays entretiennent cette ignorance et les préjugés obscurantistes qui en découlent pour que les exploités ne prennent pas conscience que c'est le système capitaliste qui est la vraie cause de la misère et qui empêche l'humanité d'accéder au progrès et au bien-être collectif.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.